

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Ile de la

Bi-mensuel N°2

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2519 - Prix : 1 €

*Vergès, un
communiste qui
ne l'était que de
nom*

Page 3

*Bal des
prétendants à
droite : toujours
aussi primaire*

Page 5

*Air Austral :
appel d'air aux
capitalistes*

Page 6

*Accueil des
migrants : des
mensonges
malfaisants*

Page 8

*Cénergi : patron
licencieur*

Pages 9

Attention, la gauche gouvernementale est là !



Alfortville.blogspot.com

Trump président : Wall Street reconnaît un des siens

Les élections américaines sont d'abord la défaite de Clinton et des Démocrates. Ici, on nous a répété que les États-Unis avaient résorbé le chômage. En réalité, la désindustrialisation et la paupérisation y font des ravages, depuis la crise de 2008 en particulier. Des millions de familles ont perdu leur logement et vivent parfois dans des mobil-homes. Malgré les statistiques, le chômage continue de sévir. Ceux qui trouvent du travail doivent cumuler des emplois précaires, à temps partiel, payés six ou sept euros de l'heure, pour tenter de joindre les deux bouts, souvent sans y parvenir.

En 2008, on nous expliquait qu'avec Obama le sort des Noirs allait changer, mettant fin aux discriminations héritées de l'esclavage et de la ségrégation. Aujourd'hui, ils doivent se mobiliser pour ne plus être tués par des policiers aux préjugés tenaces et à la gâchette facile.

L'Amérique fonctionne très bien pour ses riches, mais pas pour ses classes populaires. Clinton était la candidate du statu quo. C'est une amie des riches et des banquiers depuis toujours, et c'est notamment pour cela qu'elle a été rejetée par une partie de sa propre base.

Trump n'est élu que par un quart de l'électorat, avec 600 000 voix de moins que la perdante, en vertu du système électoral aux États-Unis. Et on nous présente ce pays comme une grande démocratie !

Au-delà de la droite conservatrice voire bigote, Trump a rallié une partie des travailleurs en colère. Ils ont donc voté contre leurs intérêts. Ce capitaliste

cupide et sans scrupules a gagné ses milliards sur la sueur de ses milliers de salariés. En votant pour lui, certains ont pensé rejeter le système. Trump était certes extérieur au système politique américain. Mais pas au système capitaliste, bien au contraire ! Autrement dit, il représentait une fausse alternance.

Cette élection n'a rien d'un séisme. Comme tous les démagogues, ce que Trump fera au pouvoir n'aura que peu à voir avec ce qu'il a dit en campagne. Il n'est pas encore à la Maison Blanche qu'il change déjà de discours.

Il a promis de doubler la croissance, de créer 25 millions d'emplois en dix ans, de réparer les infrastructures délabrées, de construire des hôpitaux... tout en baissant les impôts. Quels mensonges ! Comme tous les politiciens, Trump fera la politique qu'exige la grande bourgeoisie américaine. Il promet de faire revenir les emplois délocalisés en Chine ou au Mexique. Mais Ford n'a nulle intention de déménager ses usines du Mexique vers le Michigan, ni Apple de faire fabriquer dans l'Ohio les iPhone qu'elle produit en Chine ! En reprenant ses affaires comme à l'ordinaire, Wall Street a d'ailleurs reconnu en Trump l'un des siens.

En France, tous les politiciens tirent de l'élection américaine les conclusions qui les arrangent. Si la victoire de Trump a déçu les dirigeants de la droite, du PS, et les grands médias, c'est parce qu'ils avaient une solidarité de classe avec la favorite du grand capital. Hollande, Valls et le PS crient à la catastrophe afin

d'effaroucher l'électorat de gauche et de rassembler derrière eux ; il faut vraiment qu'ils soient à court d'arguments !

Le Pen, qui dénonce régulièrement les banquiers et les élites, a salué la victoire du patron de combat, du multimilliardaire qui ne paye pas d'impôts. Comme lui, Le Pen est une héritière, une bourgeoise réactionnaire, qui ne parle du peuple que pour être élue.

Trump est un démagogue misogyne et raciste. Il veut nommer des juges qui remettront en cause le droit à l'avortement. Il veut expulser des millions d'immigrés. Sa victoire peut renforcer les divisions parmi les travailleurs. Ceux-ci, les Noirs, les immigrés et les femmes en particulier, vont-ils être attaqués dans les mois et les années à venir ? Assurément, et ce n'est pas nouveau ! Le locataire de la Maison Blanche n'a jamais été de leur côté. En même temps, le camp des travailleurs n'était pas représenté dans cette élection. La défaite de Clinton n'est pas celle du monde du travail. Celui-ci devra se faire entendre sur son propre terrain, celui de la lutte de classe.

Par le passé, les travailleurs des États-Unis se sont battus avec force, sous des présidents aussi réactionnaires que Johnson et Nixon à l'époque de la révolte des Noirs et de la guerre du Vietnam, ou que Reagan dans les années 1980. Alors, aujourd'hui comme hier, aux États-Unis comme en France, comptons sur les luttes collectives des travailleurs pour résister à l'offensive du capital.

Vergès, un communiste qui ne l'était que de nom



Paul Vergès, leader et fondateur du Parti communiste réunionnais est décédé le 12 novembre à l'âge de 91 ans. Il fut maire, député, conseiller général, sénateur et surtout à la tête de la Région pendant près de vingt ans, comme vice-président puis comme président.

Les hommages pleuvent depuis son décès ; hommages de circonstance, hommages empreints d'hypocrisie mais aussi hommages sincères de la part de travailleurs pour qui Paul Vergès et le PCR ont incarné un espoir pendant des décennies. Espoir de plus de justice sociale, d'un avenir meilleur, de plus de respect dans une île à peine sortie de la colonisation où ses habitants, hormis la couche privilégiée, subissaient toujours le mépris et les répressions de l'État français.

Paul Vergès est né en 1925 en Thaïlande, fils d'une mère vietnamienne et d'un père réunionnais, Raymond Vergès qui fut, au sortir de la Seconde guerre mondiale, député à l'Assemblée constituante française et un des artisans de la loi de départementalisation de la Réunion en mars 1946.

Partisan de la départementalisation, Paul Vergès pensait en effet qu'avec la fin du

statut colonial la population, majoritairement très pauvre et qui souffrait de la misère, du manque d'infrastructures comme l'eau courante, les hôpitaux, les écoles, etc. allait voir ses conditions de vie s'améliorer rapidement. Mais devant l'incurie de l'État français qui n'était pas pressé d'appliquer les lois et les mesures sociales en vigueur en France métropolitaine Vergès mis en avant le mot d'ordre d'autonomie.

C'est donc sur la base d'un programme autonomiste que Vergès fonda le Parti communiste réunionnais en 1959 qui remplaça la fédération locale du PCF qui existait depuis 1947. Dès le départ, Paul Vergès voulait créer un parti de rassemblement le plus large possible dans la droite ligne du CRADS (Comité républicain d'action démocratique et sociale) créé par son père. Cette politique de rassemblement a toujours été mise en avant par Paul Vergès. C'est dans cet esprit qu'en 1954 il vola au secours du directeur de l'usine sucrière de Quartier Français, René Payet, aux prises avec les « gros propriétaires », ce même René Payet qui était un anti-communiste primaire, réactionnaire et pétainiste.

Au fil des ans et des élections, il chercha souvent des alliés à sa droite comme en 1986 où il entra dans la

majorité à la Région aux côtés du président UDF Pierre Lagourgue, ou encore en 1988 avec Jean Paul Virapoullé, un des dirigeants de la droite locale avec qui il conclut une alliance pour faire élire à la tête du Conseil général un autre homme de droite.

Ces alliances électorales tous azimuts, comme celle qui amena Thien Ah Koon, un farouche adversaire des communistes à se retrouver sur la liste de Vergès aux élections régionales de 2010, déboussolèrent bien des militants et électeurs du PCR à qui le parti et son dirigeant tentèrent à chaque fois de faire avaler l'amère pilule en expliquant qu'il s'agissait de stratégies pour rester dans les instances dirigeantes et peser sur les décisions. Pire même, ces zigzags électoraux firent perdre du crédit à de nombreux militants dévoués et combattifs, crédit acquis au cours de luttes menées aux côtés des travailleurs et des petits planteurs.

Vergès n'offrit aux classes populaires aucune autre perspective que la voie des élections. Pire, la politique qu'ont défendu Vergès et le PCR a toujours été une politique de collaboration de classes qui les a amenés à se faire accepter par les possédants de l'île au service desquels ils se sont mis, en particulier à la tête de la Région.

Cette politique illustrée par la formule « Union des Réunionnais », sans distinction de classes, a contribué à semer le trouble dans la conscience de nombreux travailleurs, leur laissant croire que leurs intérêts sont confondus avec ceux de leurs exploités.

Même si certains disaient de Vergès qu'il était un révolté, ses indignations ne l'ont pas amené à s'engager sur la voie de la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, afin que soit mis fin au joug du système capitaliste, sur la base des véritables idées communistes telles que les avaient formulées et défendues Marx, Lénine ou Trotsky.

Attention, la gauche gouvernementale est là !

À un peu plus de deux mois des primaires du PS et à cinq mois des présidentielles Hollande a visiblement décidé de dépêcher sur l'île certains de ces lieutenants, pour tenter de convaincre les électeurs de gauche de ne pas boudier les urnes et surtout de ne pas pencher vers la droite.

Après la ministre de l'Outremer, ce sont successivement le premier secrétaire national du PS, Jean-Christophe Cambadélis et la ministre de la Fonction publique Annick Girardin qui ont essayé, non sans mal, de restaurer l'image du Président de la république et de son gouvernement ternie par la politique qu'ils mènent depuis plus de quatre ans.

C'est sur l'air de « au secours la droite revient » que Cambadélis est venu avec l'intention de rassembler la gauche, du PS à EELV en passant par le PCR et les syndicats des salariés. Quels autres arguments aurait-il pu trouver pour battre le rappel de la gauche que de susciter la peur de la droite, tant le bilan du PS au pouvoir provoque mécontentements et déception parmi son électorat, en particulier dans les classes populaires ?

Pour autant, la plupart des leaders des groupes et partis de gauche se sont prêtés à son jeu, laissant croire qu'il y aurait peut-être encore quelque espoir, ou bien que la gauche serait moins pire que la droite si elle se maintenait au gouvernement et majoritairement à l'Assemblée.

Mais Cambadélis a beau passer la pommade, il aura bien du mal à regrouper ses ouailles à commencer du côté du PS lui-même. Par exemple, le député-maire de Saint-Joseph Patrick Lebreton, leader du groupe Progrès qu'il « aime bien » même si ce dernier a quitté le groupe PS à l'Assemblée nationale et a critiqué la loi Travail, n'est pas venu à son meeting de rassemblement. Ce ne fut pas le cas du maire de Saint-Denis Gilbert Annette et du premier secrétaire du PS local, Philippe Leconstant, qui lui ont apporté un soutien sans faille comme ils le font

d'ailleurs vis-à-vis de la politique menée par Hollande.

Quant au PCR, qui a honoré l'invitation de Cambadélis il s'est contenté de dire que les émissaires du PS n'ont pas apporté « des réponses à la hauteur des questions concrètes » posées par le Parti communiste.

La critique la plus acerbe est venue de la CGTR qui a décliné l'invitation du premier secrétaire du PS et a déclaré, à juste titre, dans un communiqué : « Alors que depuis cinq ans, le gouvernement socialiste n'a pas arrêté de s'attaquer aux droits des travailleurs, tout en multipliant les cadeaux à coup de milliards au patronat, monsieur Cambadélis, premier secrétaire national du Parti socialiste, en visite à la Réunion, a eu le toupet d'inviter tous les syndicats de salariés à un petit-déjeuner [...]

Ceci alors même que de nombreux militants syndicaux sont régulièrement poursuivis en justice, certains ont même été licenciés comme à Air France, menacés d'emprisonnement comme à Goodyear et dans bien d'autres entreprises, avec l'appui du gouvernement soutenu par le Parti dirigé par monsieur Cambadélis.

Ce même Cambadélis qui a été un des plus hostiles aux manifestants opposés à la loi Travail alimentant la campagne contre les militants CGT taxés d'être responsables des violences lors des manifestants contre la loi El Khomri.

Ici même à La Réunion, plusieurs militants du BTP sont convoqués devant les tribunaux pour avoir participé à des actions militantes lors de la grève générale du BTP pour l'augmentation des salaires d'avril dernier.

Devant ces faits qui démontrent la complicité du gouvernement socialiste, du Parti socialiste dirigé par monsieur Cambadélis avec le patronat et leur hostilité aux organisations syndicales des travailleurs, les dirigeants de la CGTR refusent de participer à ce rendez-vous »

Cette position de la CGTR, qui n'a pas toujours eu une attitude aussi tranchée vis-à-vis de la gauche au pouvoir, a le mérite de ne pas semer des illusions parmi les travailleurs sur une politique moins pire du PS comparée à celle de la droite.

Cambadélis qui est venu à La Réunion le jour de la fête des morts a dit qu'il croyait à une « résurrection » de la gauche. Il faudrait vraiment croire au miracle, comme lui, pour espérer à nouveau un blanc-seing de la part de part du monde du travail !

Quand les ministres se débinent

À l'occasion de la venue à La Réunion de la ministre de la Fonction publique, Annick Girardin, et de son passage à l'hôpital Gabriel Martin de Saint-Paul, le personnel de cet établissement a cessé le travail pour dénoncer l'insuffisance de personnel et exiger des embauches.

Une chef de service a ainsi déclaré que 45 000 personnes passaient chaque année aux urgences de cet hôpital, soit 120 par jour avec seulement trois médecins et deux infirmières. Les attentes pouvant de ce fait atteindre quatre heures pour les malades.

À cela la ministre socialiste a répondu qu'« il y a un projet de nouvel hôpital et qu'il faut espérer que cela aille assez vite pour répondre aux attentes ». Un projet vieux de plusieurs années et dont la date de début des travaux n'est toujours pas arrêtée. Voilà une ministre faisant preuve pour le moins de légèreté, voire de mépris pour le personnel hospitalier.

Également interpellée sur la nécessité d'embaucher, elle a renvoyé les grévistes vers sa collègue ministre de la Santé, Marie Sol Touraine. Même pas capable de prendre ses responsabilités et juste bonne à botter en touche à la première occasion !

Présidentielle : une gauche qui n'a rien à dire aux travailleurs

Cinq ans de gouvernement Hollande ont tellement discrédité le Parti socialiste, ses dirigeants et sa politique, que la gauche se trouve bien en peine d'avoir un candidat.

Hollande est à la fois le candidat naturel et le plus déconsidéré de tous. Seuls ceux qui ont pris la précaution de quitter le navire il y a quelques mois, Macron, Montebourg, Hamon ou, depuis plus longtemps Mélenchon, le critiquent ouvertement. Tous les autres, comme Valls, sont encore tenus à la solidarité gouvernementale et doivent donc attendre que le président veuille bien se décider à être ou ne pas être candidat.

Quoi qu'il en soit, les Hamon, Montebourg, et autres pseudos frondeurs, qui ont fait toute leur carrière dans le sérail du PS, auront bien du mal à faire croire qu'ils sont vraiment différents. Quant à Macron, il a certes fait ses classes à la banque plutôt qu'au PS, mais son étoile pâlit avant même d'avoir brillé.

Il reste bien sûr Mélenchon. Mélenchon n'a certes pas mis la main dans le cambouis de la politique anti ouvrière de ces cinq

dernières années. Il s'est montré dans les manifestations ouvrières et a assuré les syndicalistes condamnés de sa solidarité, alors que Hollande les faisait poursuivre. Mais, mis à part le verbe, il ne propose rien aux travailleurs, et surtout pas de se mobiliser eux-mêmes pour faire valoir leurs intérêts. Il est d'ailleurs beaucoup plus loquace sur les thèmes écologiques que sur l'exploitation capitaliste, et il le revendique.

Quant au Parti communiste français, dont la conférence nationale a refusé de soutenir Mélenchon, il hésitera encore dans les choix à faire avant de se décider pour la présidentielle. Son hésitation est due aux avantages et aux inconvénients que l'un ou l'autre des candidats pourraient lui apporter aux élections législatives qui suivront, à seule fin que le PCF puisse conserver un maximum d'élus.

« Il n'est pas de sauveur suprême, producteurs sauvons nous nous-mêmes », dit le chant des travailleurs. Face à cette gauche dont les objectifs sont bien loin de ceux des travailleurs, ces paroles raisonnent dans toute leur actualité.

Bal des prétendants à droite : toujours aussi primaire

Après toutes les promesses au patronat faites lors du premier débat à la primaire de la droite, le deuxième débat, qui s'est déroulé le 3 novembre, s'est concentré sur le thème de l'ordre et de la sécurité, permettant à tous les prétendants de multiplier les propos réactionnaires. Chacun y est allé de son couplet contre les travailleurs migrants. Pour lutter contre le terrorisme, chacun a joué sa partition, multipliant les déclarations aussi creuses que martiales. Et de se prononcer ensuite

en faveur d'un droit pour la police de tirer encore plus facilement, comme solution aux problèmes de la délinquance.

Quant au duel Juppé – Sarkozy, il a tourné à la fronde de deux ex-ministres d'un même ex-président, pas gênés d'étriller leur bienfaiteur passé.

À la veille du premier tour de la primaire de la droite, les prétendants qui presque tous ont déjà gouverné ensemble, s'échangent des amabilités. Après quoi le vainqueur

Fil Rouge

Mécénat intéressé

Invité sur les plateaux de télévision, le dirigeant de LVMH et numéro un mondial de l'industrie du luxe, Bernard Arnault, explique qu'il aime l'art, d'autant que les expositions que sa fondation organise sont bonnes pour l'image de son groupe.

Mais surtout, le mécénat donne droit à une réduction de l'impôt sur les sociétés de 60 % du montant du don. Le dégrèvement est devenu plus important depuis 2003 du fait de la loi Aillagon, le ministre de la Culture de l'époque, aujourd'hui conseiller pour les arts et la culture de François Pinault, un autre capitaliste qui possède lui aussi sa fondation.

Tous ces grands bourgeois sont amateurs d'art, surtout l'art d'entretenir leurs profits.

Montebourg, du déjà-vu

Montebourg a déclaré, dans une interview au Journal du dimanche, que s'il est élu en 2017 il veut construire « *un compromis historique entre les forces économiques et les forces sociales* ».

Il a déjà pu donner un aperçu du contenu de ce compromis lorsqu'il était ministre de Hollande : tous les droits pour le grand patronat, notamment celui de fermer des usines et de licencier avec la bénédiction de l'État avec en prime quelques milliards d'euros ; pour les travailleurs, les bas salaires, la précarité et le chômage.

distribuera des postes à ses anciens rivaux, pour appliquer ensemble le programme dicté par le patronat.

Fillon défenseur de la colonisation

Sur France 2, François Fillon a été interpellé par Élie Domota, secrétaire de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe, qui lui reprochait d'avoir déclaré fin août, au sujet de la colonisation : « *Non, la France n'est pas coupable d'avoir*

voulu faire partager sa culture aux peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Nord. »

L'ancien Premier ministre de Sarkozy a répondu qu'il ne regrette rien : ni l'esclavage, ni les massacres perpétrés par les colonisateurs, ni les

pillages... Ce serviteur de la bourgeoisie française n'allait tout de même pas condamner ce qui a été une de ses principales sources d'enrichissement.

Air austral : appel

DR



Jeudi 10 novembre, lors de sa séance plénière, la Région a voté un budget de 38 millions à injecter dans le capital de la Sématra, société d'économie mixte qu'elle détient à 80% et qui est l'actionnaire principal de la compagnie aérienne Air Austral. Le Conseil départemental, également actionnaire dans la Sématra, a affirmé pour sa part

qu'elle ne mettra pas un sou de plus et parle même de vendre ses parts.

Entre 2011 et 2012 la Région avait déjà renfloué la compagnie locale en y mettant 53 millions d'euros alors que celle-ci était prise dans une zone de turbulence, endettée à hauteur de 161 millions.

Cette fois-ci le président de la Région, Didier Robert, assure qu'il

d'air aux capitalistes

ne s'agit pas d'un « plan de sauvetage » mais que cette opération financière devrait permettre à Air Austral de voler vers de nouveaux horizons et de lancer une compagnie lowcost. Robert déclarait en 2012 que « *La Région n'a pas vocation à demeurer éternellement à la tête des actionnaires. Le relais sera passé au privé dès que les comptes seront assainis.* ». Aujourd'hui il semble plutôt poursuivre son plan d'ouvrir le capital de la compagnie aux investisseurs privés en annonçant que la société Océinde appartenant à la famille Goulamaly, l'un des plus gros capitalistes de l'île, était prêt en tant qu'« *investisseur avisé* » à accompagner Air Austral.

Pour être avisé cet oiseau de proie l'est sûrement, et cela d'autant plus aisément que la Région, en lui offrant de l'argent public, dissipe les nuages qui auraient pu le gêner dans sa quête de profits.

Saint-Louis : l'école, parent pauvre de la commune

À l'école Hégesippe Hoarau de la Rivière Saint-Louis, les parents d'élèves se sont mobilisés le 8 novembre pour exiger des moyens humains et matériels pour les 592 élèves de cet établissement. Ils ont dénoncé la non livraison de livres scolaires deux mois après la rentrée scolaire, l'absence de photocopieuse, de lits pour la sieste, de savon dans

les toilettes, d'hygiène en général signalant la présence de rats et de puces et de cas de gale. Ils ont aussi protesté contre l'insuffisance de personnel de surveillance, seulement quatre aujourd'hui, mis à disposition par la mairie de droite.

Des travaux de mise aux normes sont engagés depuis des années dont le personnel et les écoliers ne voient

pas la fin. Les manifestants se sont entendus dire par le chef de cabinet du maire qui les a reçus qu'« *on entrain à présent dans la phase de réception des travaux* » et que « *l'éducation était une priorité de la mairie* » !

De quoi avoir plus d'un doute... et des raisons de ne pas relâcher la pression !

Lutte contre l'alcoolisme : aux oubliettes !

À l'Assemblée nationale la députée PS Monique Orphé avait essayé une fin de recevoir à sa proposition de relever de quatre euros le montant de la cotisation sur les boissons contenant plus de 18% d'alcool pour « *dégager des moyens pour les organismes de sécurité sociale* », en précisant pour rassurer les producteurs de rhum, que « *cela n'aurait pas d'effet déstructurant sur le marché pour les professionnels concernés* ». Plus convaincante peut-être, la ministre des DOM, Éricka Bareigts a obtenu le soutien du gouvernement pour négocier avec

Bruxelles une augmentation des quotas de rhum en provenance des DOM vers l'Europe pour les porter à 144 000 hectolitres annuels.

La ministre des DOM s'est dite convaincue que le rhum et la canne à sucre font partie des « propulseurs » des économies ultra marines... oubliant les troubles digestifs, neurologiques, cardiovasculaires, ou les cancers et les troubles cognitifs.

Mais notre ministre n'a que faire de la santé publique quand il s'agit de défendre la santé financière des producteurs de rhum.



Lactalis censure

Lactalis, n° 1 mondial du lait (Lactel, Bridel, Président, Roquefort Société), a saisi la justice pour obtenir l'interdiction à France 2 de rediffuser le reportage d'Envoyé spécial intitulé Lactalis : le beurre et l'argent du beurre, diffusé une première fois le 13 octobre. France 2 a fait appel de cette décision mais, en attendant, le reportage a disparu de son site Internet.

Ce reportage suit trois jeunes producteurs laitiers de métropole,

littéralement asphyxiés par la diminution des prix imposée par Lactalis : 29 centimes le litre, contre 39 début 2014. Il montre la détresse et l'exaspération de ces hommes travaillant 70 heures par semaine, et tout de même obligés de compter sur le salaire de leur compagne ou sur la retraite de leurs parents pour vivre.

Parallèlement, le reportage s'intéresse à la famille Besnier, treizième fortune française, et propriétaire de Lactalis. Il révèle le

bénéfice net de ce groupe en 2012 : 315 millions d'euros, soit l'équivalent de plus d'un an de smic pour chacun des 17 000 producteurs laitiers qui l'approvisionnent. « Devant ces chiffres-là, comment peut-on ne pas se révolter ? », demande l'un d'eux.

Exactement ce qu'ont dû penser les dirigeants de Lactalis. Mais vouloir interdire des images ne peut cacher la réalité.

Optimisation fiscale : le trust BASF dans le collimateur

Alors qu'on ne parlait jusqu'ici que d'entreprises américaines, c'est au tour d'une entreprise européenne, BASF, le géant allemand et numéro 1 mondial de l'industrie chimique, d'être épinglée par Bruxelles pour son « optimisation fiscale », : des pratiques pour payer le moins d'impôt possible. BASF aurait ainsi optimisé ses comptes au point d'économiser, entre 2010 et 2014, un milliard d'euros. C'est un milliard de

plus dans la poche des actionnaires et autant de moins pour les finances publiques allemandes.

C'est une enquête menée par la députée Éva Joly et le groupe des Verts européens qui a réussi à démêler l'imbroglio de filiales ayant permis à BASF de réaliser ce détournement. Mais, comme l'a déclaré un responsable de la multinationale, « *BASF paie ses impôts en respectant les lois locales*

et adhère aux standards internationaux... Les taxes sont un facteur de coût important et, dans l'intérêt de ses actionnaires, BASF s'efforce de le réduire, tout en continuant à strictement respecter les législations en vigueur. »

Tout est dit. Remplir au mieux les poches des actionnaires, sans aucune autre préoccupation, c'est la loi du capitalisme et des États qui le respectent.

Banques : avant la prochaine crise

Selon le cabinet d'études financières KPMG, les créances douteuses inscrites dans les comptes des banques basées en Europe atteignent 1 200 milliards d'euros, l'équivalent de plus de la moitié de la valeur du produit intérieur brut de la France.

Ces crédits douteux sont passés en deux ans de 1 000 à 1 200 milliards d'euros, après avoir doublé

depuis 2009. L'étude en question conclut qu'il faudra non pas des années mais des décennies pour qu'ils disparaissent. À condition, pourrait-on ajouter, qu'une nouvelle crise financière veuille bien attendre tout ce temps avant d'éclater.

En 2008, aux États-Unis, ce sont des crédits douteux dans l'immobilier, les subprimes, qui avaient été le point de départ de la

crise financière mondiale. La prochaine crise financière pourra démarrer de bien d'autres manières, mais ce qui est sûr, c'est que les remèdes apportés par les États depuis 2008, et notamment l'injection de centaines de milliards dans l'économie par les banques centrales, ont encore accru la spéculation et aggravé l'instabilité de ce système dément !

Accueil des migrants : des mensonges malfaisants

Des rumeurs mensongères, entretenues par la droite et l'extrême droite, circulent au sujet des migrants, affirmant qu'ils recevraient des aides importantes, auxquelles le reste de la population n'aurait pas droit.

À en croire ces rumeurs, les migrants viendraient en France pour toucher les allocations, que certains prétendent supérieures au smic (la somme de 40 euros par jour a circulé), on leur distribuerait des cartes bleues, des logements gratuits...

En réalité, tant qu'ils n'ont pas réussi à faire les démarches pour déposer une demande d'asile, les migrants n'ont droit à rien. Lorsque leur demande est déposée, ils ont

droit à une aide de 6,80 euros par jour (à peine 200 euros par mois), due au fait qu'ils n'ont pas le droit de travailler pendant les neuf premiers mois suivant leur demande. Ils n'ont droit ni à l'allocation logement ni aux allocations familiales. Les nombreux migrants qui n'arrivent pas à avoir un hébergement dans un centre d'accueil perçoivent 4,20 euros supplémentaires par jour, ce qui est évidemment loin de suffire pour payer un loyer. Beaucoup se retrouvent à la rue. Si leur statut de réfugié est accepté, ce qui n'est le cas que pour 30 % des demandes, ils obtiennent le droit aux allocations logement et familiales, au RSA, et à la CMU aux mêmes conditions que

tout habitant du pays.

Ceux qui prétendent que le logement des migrants se fait au détriment des mal-logés « français » mentent. La France aurait largement les moyens d'héberger dignement tous ceux qui en ont besoin, en réquisitionnant les nombreux logements vides et en construisant les logements nécessaires à des prix abordables.

En entretenant les préjugés anti migrants, ces courants réactionnaires voudraient que les pauvres se fassent la guerre. Les travailleurs conscients doivent au contraire accueillir les migrants comme leurs frères de classe, de futurs camarades de travail et de lutte.

Fichier TES : non au fichage !

Le décret portant sur la création d'un fichier appelé TES (acronyme de titres électroniques sécurisés), réunissant dans une base de données unique les informations des cartes d'identité, des passeports avec les données biométriques de 60 millions de personnes, a été publié au Journal officiel pendant le week-end de la Toussaint, presque en catimini.

Pour se défendre face aux nombreuses critiques Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur, a prétendu que ce décret ne viserait qu'à moderniser le système de fichage, pour faciliter la lutte contre la fraude et simplifier les démarches de ceux

qui voudront renouveler leurs papiers, tout en faisant des économies de personnel chiffrées à 2 000 postes à temps plein. Que la population puisse tirer bénéfice de la diminution du nombre d'employés dans les préfectures et du renforcement du climat de suspicion, rien n'est moins sûr. En revanche, ceux qui verront l'accès à toutes ces informations simplifié, ce sont à coup sûr la police et les officines de renseignement.

La méfiance suscitée par une mesure facilitant la surveillance de la population est tout à fait fondée. Certains mettent en avant l'usage que

de futurs gouvernements plus autoritaires pourraient en faire. Mais, même aujourd'hui, l'État, dit démocratique, est capable d'avoir recours à des méthodes d'espionnage de masse, bien au-delà du cadre que la loi lui reconnaît. En 2015 par exemple, en présentant une énième loi renforçant l'arsenal sécuritaire, le gouvernement avait justifié l'adoption de certaines mesures par la nécessité de légaliser des pratiques illégales des agents de renseignement.

TES = Tous Espionnés et Surveillés.

Des capitalistes toujours plus riches...

La rémunération des patrons des 120 plus grandes entreprises françaises a atteint des sommets en 2015. Selon le cabinet Proxinvest, elle s'établit à cinq millions d'euros, soit une hausse de 18 % par rapport

à 2014. Pour la première fois depuis 2005, les cinq grands patrons français les mieux rémunérés l'année dernière ont touché plus de 10 millions d'euros.

Le directeur général de Sanofi,

une des premières entreprises mondiale de médicaments, Olivier Brandicourt, arrive en tête avec près de 16,8 millions.

... au détriment de leurs travailleurs

La CGT rappelle que Sanofi pèse plus de 35 milliards d'euros de chiffre d'affaires et «a réalisé 7 milliards d'euros de bénéfices et a versé 3,8 milliards de dividendes à ses actionnaires en 2015». En 2014, l'entreprise a touché 17 millions d'euros d'aides de l'État au titre du CICE (Crédit

d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) - qui était censé favoriser des embauches et non des suppressions de postes - et 125 millions de mieux au titre du crédit impôt recherche... (Libération du 2 février 2016)

Riche à milliards ce groupe a cependant supprimé plus de 5 000

postes en France depuis 2008, et s'appête à en supprimer encore un millier d'ici à 2018, preuve s'il en était besoin que ce sont bien les seuls capitalistes qui sont responsables de la hausse du chômage !

DANS LES ENTREPRISES

Grève à Croisières & découvertes

Depuis le 17 octobre, les salariés et notamment les marins de Croisières et découvertes du port de Saint-Gilles sont en grève pour les salaires.

Les marins réclament, à juste à titre, un alignement de leurs salaires sur la convention collective des marins, c'est-à-dire 2000 € net au lieu des 1450 € perçus actuellement.

Le directeur de cette entreprise familiale, dont l'unique actionnaire est son épouse, crie haut et fort qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses et qu'il risque de devoir fermer boutique s'il devait augmenter les salaires, augmentation dont le coût s'élèverait environ à 20 000 €.

Les salariés, soutenus par l'UR 974, n'en démordent pas. De l'argent il y en a et l'entreprise est loin d'être en difficulté. Croisières et découvertes, a été rachetée par HDV, une holding que possèdent les mêmes dirigeants, ce qui leur permet de masquer leurs profits grâce à des mouvements de trésorerie entre ses deux entités.

Alors, si c'est bien le cas, que les dirigeants prennent sur les bénéfices de HDV qui, selon les salariés, n'a aucune activité visible et ne ferait qu'engranger des bénéfices avec des redistributions non négligeables aux actionnaires. Les marins n'arrêteront leur grève que lorsqu'ils auront eu gain de cause !

Cénergi : patron licencié

Jeudi 10 novembre, le couperet est tombé sur l'entreprise Cénergi, spécialisée dans l'installation de réseaux électriques. Cette société devait 5,5 millions à la Sécurité sociale et aux autres caisses. Elle avait bénéficié de nombreux délais de paiement pour régler ses dettes, mais n'ayant pas respecté les dernières échéances elle a été mise en liquidation judiciaire. Cent ouvriers

et techniciens vont se retrouver sans emploi d'ici quelques semaines à la Réunion et à Mayotte;

Son patron, Jean-Marie Le Bourvellec, vice-président du Medef Réunion et président du syndicat patronal du BTP, la FRBTP, n'a cessé toutes ces années de pleurer auprès des représentants gouvernementaux pour demander des aides, expliquant que les patrons du BTP devaient faire face à une grave crise de commandes publiques. Les aides sont tombées, les commandes aussi puisque ce patron annonçait encore récemment pouvoir compter sur des chantiers se chiffrant à plusieurs millions d'euros. Et avec tout cela, il n'aurait pas eu les moyens de payer ses cotisations sociales ? À qui le fera-t-il croire ?

En tout cas, s'il y a des victimes dans cette affaire, ce n'est pas Le Bourvellec, mais les salariés de l'entreprise qui vont perdre leur emploi et auront sans doute beaucoup de mal à en trouver un autre dans une île qui compte 185 000 chômeurs.

Hôpitaux : urgence à l'embauche !

L'insuffisance de personnel aux urgences génère depuis des années de la fatigue parmi les soignants qui enchaînent des journées éprouvantes. Cette situation affecte aussi les patients et leurs familles obligés d'attendre leur prise en charge médicale pendant des heures. Médecins et infirmiers sont de plus en plus confrontés et parfois victimes de la violence d'individus particulièrement énervés. C'est ce qui s'est passé le 1er novembre aux urgences du CHU de Saint-Pierre.

Pour protester contre cette situation, le personnel de cet hôpital a débrayé le 8 novembre pour exiger plus de moyens de protections et surtout des embauches en nombre suffisant pour faire face à l'afflux des patients, ainsi que des locaux dimensionnés. Ces derniers sont prévus pour accueillir 80 passages par jour alors qu'ils atteignent le double certains jours.

Bâtiment – Paris : grève victorieuse d'ouvriers sans papiers

Après deux mois de grève, les 25 ouvriers du chantier de l'avenue de Breteuil à Paris, dans le chic 7e arrondissement, ont repris le travail le 7 novembre en ayant obtenu un contrat de travail en bonne et due forme avec leur véritable employeur.

Ces ouvriers, tous des immigrés sans papiers, comme beaucoup dans le bâtiment, avaient commencé leur grève suite à l'accident grave dont l'un d'entre eux avait été victime sur le chantier, début septembre. Le patron de MT Bat immeubles, le sous-traitant qui les employait, avait refusé d'appeler les secours pour qu'il soit transporté à l'hôpital et avait ordonné aux autres ouvriers de ne pas revenir sur le chantier au lendemain de l'accident. Il craignait d'attirer l'attention sur le fait qu'il employait des ouvriers sans papiers, mais aussi sans contrat de travail ni fiches de paie valables.

Après deux mois de conflit,

Les grévistes n'ont pas l'intention de se contenter de quelques aménagements telle l'annonce d'une deuxième équipe du Smur le soir et le week-end. Ce qu'ils veulent c'est une augmentation

conséquente des effectifs pour que la situation ne vire pas au drame comme en France où cinq infirmiers se sont suicidés ne supportant plus leurs conditions inhumaines de travail.



LO

voulant reprendre les travaux sur le chantier, les maîtres d'œuvre ont dû reconnaître que ces 25 ouvriers travaillaient bien pour eux et que le sous-traitant n'était que leur intermédiaire. Ils en ont embauché dix en CDI et quinze en CDD. Quant à la préfecture, elle s'est engagée à donner le feu vert en vue de leur régularisation.

Cette issue, ces ouvriers du bâtiment ne la doivent qu'à leur combativité et à leur ténacité.

Inégalité hommes- femmes : 38 jours de paie en moins

À travail égal, le salaire des femmes est inférieur en moyenne de 15,1 % à celui des hommes. Cela signifie que, comparée aux hommes, les femmes commencent chaque année à travailler bénévolement le 7 novembre à 16h 34. Et au rythme où les choses évoluent il faudrait 170 ans pour combler la différence.

Évidemment, des politiciens de tout bord sont subitement devenus des héros de l'égalité salariale. De

Mélenchon à la droite en passant par les ministres PS, ils se sont indignés. Pourtant, à un moment ou un autre, tous sont passés au gouvernement. Pour quel bilan ? Ils ont fait voter des lois, pourraient-ils répondre. Certes, depuis 1972, ni les lois ni les ajouts au Code du travail n'ont manqué. Mais quels moyens ces beaux parleurs se sont-ils donnés pour qu'elles soient appliquées ? Bien peu, les résultats sont là et sans appel.

Dans un communiqué commun, la ministre des Droits des femmes, Laurence Rossignol, et celle du Travail, Myriam El Khomri, se félicitent de « l'engagement du gouvernement » depuis 2012, donnant pour preuve que 107 entreprises ont été sanctionnées depuis 2013 pour ne pas avoir respecté l'égalité salariale. Une moyenne de 36 entreprises par an, bien peu en fait !

Les seules avancées que les femmes ont obtenues face aux discriminations dont elles sont victimes l'ont été par leurs luttes. Elles savent qu'elles ne peuvent pas compter sur ces pantins pour voir leur travail reconnu à sa juste valeur et leurs salaires revalorisés.

Maroc : l'indignation face à la « hogra »

La mort tragique d'un vendeur de poisson de 31 ans, écrasé par le mécanisme d'un camion-benne alors qu'il essayait de récupérer sa marchandise confisquée par les autorités, a suscité l'indignation dans tout le Maroc. Des milliers de personnes ont manifesté pour dénoncer la « hogra » : l'arbitraire et le mépris du pouvoir à l'égard des petites gens.

Dimanche 30 octobre, des milliers de personnes ont assisté aux funérailles du jeune homme. Des manifestations de protestation ont eu lieu le même jour dans une quarantaine de villes du pays, suivies le lendemain par des manifestations spontanées de collégiens et de

lycéens. Des vendeurs de poisson ont fermé boutique et organisé un sit-in pour réclamer l'ouverture d'une enquête judiciaire, mais aussi pour dénoncer la gestion du port et réclamer la libération de trois personnes arrêtées lors des manifestations. Les manifestants, scandant « Non à la hogra, oui à la liberté et à la dignité », s'identifiaient au vendeur de poisson, ayant tous été, à un moment ou à un autre, victimes de l'arbitraire et du mépris des autorités.

À la veille de l'ouverture à Marrakech de la COP22, cette colère face à l'appareil étatique marocain a suscité une certaine inquiétude aux plus hauts sommets de l'État.

Suspendant dans la précipitation sa tournée en Afrique noire, le roi Mohamed VI a chargé le ministre de l'Intérieur de présenter ses condoléances à la famille et de mener une enquête. Dès le 1er novembre, huit personnes impliquées dans l'affaire ont été placées en détention préventive.

De telles promesses, déjà faites lors d'autres drames sans qu'il y ait de suite, ne changeront rien à la profonde méfiance ressentie à l'égard du pouvoir ni à la misère quotidienne et au chômage massif des jeunes, qui les conduit à tout faire pour survivre et s'en sortir.

Égypte : pénuries alimentaires, crise et répression

Après le riz, puis l'huile alimentaire, la pénurie de sucre a récemment cristallisé l'inquiétude des ménagères ne parvenant pas à s'approvisionner. Quelques mois auparavant, c'est le lait infantile qui avait disparu des rayons ; l'armée avait alors annoncé qu'elle en importerait directement, pour le revendre à moitié prix. Outre les pénuries alimentaires sporadiques, la hausse des prix rend la vie quotidienne de plus en plus pénible. Le prix du riz, denrée de base, a été multiplié par deux en un an ; le pain, aliment essentiel des plus pauvres, agrémenté de purée de fèves, ne reste accessible que parce qu'il est largement subventionné.

Mais justement, le président al-Sissi a de nouveau annoncé mi-octobre des réformes « difficiles mais inévitables », en échange du prêt de 12 milliards de dollars accordé par le FMI. Les subventions sur les produits indispensables devraient être réduites de façon drastique. Les impôts, pour ceux qui en paient, et les taxes sur le

tabac et l'alcool devraient augmenter.

Depuis qu'il est président, Sissi doit affronter le mécontentement de la population. Les illusions liées à son arrivée au pouvoir à la suite du coup d'État qui a chassé le président frère musulman Morsi, sont en grande partie tombées, et la répression s'abat sur les militants ouvriers et les contestataires pour étouffer toute voix critique. Même en maintenant sous les verrous quelque 60 000 prisonniers d'opinion, même en muselant la contestation sous les menaces d'arrestations, de disparitions forcées, de procès arbitraires, Sissi et l'armée au pouvoir ne peuvent et ne pourront empêcher les protestations.

Venezuela : un pays à bout de souffle

La crise politique vénézuélienne, qui voit l'opposition de droite s'affronter au gouvernement chaviste, s'est aiguisée depuis que la Cour suprême a bloqué le référendum que l'opposition voulait utiliser pour destituer le président Nicolas Maduro. Mais, en arrière-fond, il y a la situation très difficile des classes populaires,

victimes de la baisse des prix du pétrole et de l'hyperinflation qu'elle a engendrée.

Le Venezuela dispose de réserves de pétrole supérieures à celles de l'Arabie saoudite, mais la dégringolade des prix du pétrole l'a plongé dans la récession depuis trois ans. La crise touche aussi le secteur agricole. La production a chuté, de 80 % pour les céréales, de 40 % pour la viande et de 18 % pour les légumes. L'État doit compenser par des importations et ainsi augmenter son endettement.

L'inflation frise les 1 000 %. Les difficultés de ravitaillement sont accentuées par la corruption des cadres du régime comme des milieux du secteur privé qui soutiennent la droite. Mais tous ne sont pas logés à la même enseigne. Les plus pauvres doivent faire la queue pendant des heures sans toujours pouvoir acheter, tandis que les plus riches accèdent encore à des produits de luxe ou à des médicaments importés des États-Unis.

Faute d'avoir voulu toucher aux fondements du système capitaliste, les quelques progrès que le chavisme a apporté se révèlent fragiles et éphémères. Et l'opposition de droite, avide de revenir au pouvoir, entend les effacer complètement.

Afrique

Le scandale des médicaments de la rue

Dans certains pays d'Afrique, comme la Côte d'Ivoire, les prix des médicaments ne cessent de grimper. Avec la généralisation du travail journalier, rares sont les travailleurs qui bénéficient d'une couverture maladie. Les soins sont à la charge du travailleur, et même dans les hôpitaux, cela coûte cher. Un paludisme peut par exemple coûter quinze jours de salaire. Dans ces conditions, lorsque l'ouvrier tombe

malade, c'est à lui de prendre en charge ses soins ainsi que les jours qu'il passe à se soigner où il n'est pas payé. Qu'est ce qui se passe alors ? Il prend un faux médicament acheté dans la rue, mélangé à du tonique, et il retourne travailler.

Face à l'automédication et aux dangers des médicaments de la rue, le ministère de la Santé de Côte d'Ivoire a lancé une campagne de mise en garde, comme si les gens

pauvres qui y ont recours avaient d'autres choix.

Instaurer la gratuité, obliger les patrons à prendre en charge les soins des travailleurs, obliger les entreprises pharmaceutiques à baisser les prix des médicaments, voici des actions qui seraient mille fois plus efficaces que des campagnes publicitaires à tout vent.

Sur le blog de campagne de Nathalie Arthaud : à propos de la justice et de l'honnêteté des élus

Voici ce que notre camarade Nathalie Arthaud répond, dans un billet publié sur son blog le 26 octobre, à un groupe dont la pétition nationale réclame « un casier vierge obligatoire pour être élu(e) ou pour se maintenir dans une fonction d'élu(e) » :

« Je partage le dégoût de beaucoup de gens devant le comportement de politiciens comme Balkany ou Cahuzac, (...) je suis choquée que certains soient réélus malgré des condamnations (...) Le problème de fond, c'est que la justice est impitoyable contre les plus pauvres et souvent utilisée contre les travailleurs qui se battent. Un militant syndical peut ainsi être licencié et condamné pour avoir divulgué des informations révélant une pollution, un montage pour échapper au fisc. Il peut également être licencié pour avoir participé à des actions collectives contre des suppressions d'emplois ou la fermeture de son entreprise.

À l'inverse, Nicolas Sarkozy peut aujourd'hui brandir la virginité de son casier judiciaire malgré les multiples affaires politico-financières dans lesquelles il est impliqué.

Autant dire que, dans ces cas concrets, ma confiance va au travailleur combatif, quand bien même il aura été condamné par la

justice.

Je ne suis donc pas d'accord pour faire du casier judiciaire vierge une condition d'éligibilité. Je défends par contre le contrôle et la transparence la plus large possible, à tous les niveaux de l'État comme des entreprises privées, par les salariés, les usagers, la population. Je défends aussi le principe de la révocabilité des élus à tout moment, dès lors qu'ils n'auront pas tenu leurs engagements. »

Le blog de Nathalie Arthaud :

www.nathalie-arthaud.info

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 18 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 20 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 26 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 3 DÉCEMBRE de 9H00 à 10H30

Pour nous contacter :
Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org